

Prise de position : Anniversaire du premier Congrès sioniste

03.07.2017

Categories: Autres campagnes

Prise de position concernant le 120e anniversaire du premier Congrès sioniste

Comme l'ont rapporté divers médias, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avait l'intention de célébrer à Bâle, cet été, le 120e anniversaire du premier Congrès sioniste. Après une phase de flou, le gouvernement de Bâle a déclaré dans un communiqué de presse (16.06.2017) que les célébrations ne pourraient pas avoir lieu à cause de problèmes organisationnels mais que les autorités seraient disposées à coopérer avec les organisateurs si l'événement était reporté à une date ultérieure.

En tant que personnes et organisations engagées en faveur de l'application des droits fondamentaux de tous/toutes et notamment des Palestinien-ne-s, nous demandons instamment aux instances politiques de n'accorder aucun soutien politique ni logistique à l'organisation de ces célébrations, à quelque moment que ce soit.

Tout d'abord, parce qu'aucune reconnaissance ou aucun soutien ne doit être accordé par la ville de Bâle au gouvernement d'Israël – le plus à droite depuis la fondation de l'État – pour célébrer sa politique raciste et répressive à l'égard des Palestinien-ne-s.

La discrimination institutionnelle contre les Palestinien-ne-s et le mépris systématique des normes du droit international ont accompagné Israël tout au long de son histoire. Des dirigeant-e-s politiques n'ont aucun scrupule à tenir des propos ouvertement racistes sur les Palestinien-ne-s et leurs représentant-e-s politiques.¹ Les droits et les libertés fondamentaux de la population palestinienne et de toutes les voix de l'opposition se dégradent à un rythme rapide.²

Ensuite, parce que les violations des droits humains et du droit international perpétrées par l'État d'Israël au nom de l'idéologie sioniste ne peuvent plus être ignorées.

Il y a 120 ans, l'orientation que prenait le mouvement sioniste – bien qu'elle se soit située d'emblée dans le contexte du colonialisme européen – n'était peut-être pas encore entièrement définie. Mais aujourd'hui, il est évident que l'institutionnalisation du sionisme par l'État d'Israël a débouché sur des lois, une politique et des pratiques discriminatoires, constituant un système d'apartheid et de colonisation de peuplement qui opprime le peuple palestinien – les réfugiés, les citoyens palestiniens d'Israël et la population dans les Territoires palestiniens occupés en 1967.

Dans l'histoire de l'État sioniste, relevons en particulier les violations suivantes des droits humains fondamentaux et du droit international:

-

l'expulsion d'environ 85 pour cent de la population palestinienne indigène (750 000 à 1 million) pendant la Nakba de 1947–1949³, accompagnée de la saisie ou la destruction de leur propriété (terres, maisons, bâtiments, bétail, meubles, etc.). Les réfugiés se sont vu refuser le droit de revenir sur leurs terres comme l'exige la résolution de l'ONU 194. La politique d'accaparement des terres se poursuit à ce jour ;⁴

-

l'occupation prolongée des territoires palestiniens depuis 1967, associée à la négation des droits politiques, civils, sociaux et culturels fondamentaux des Palestiniens, qui sont assujettis à un régime militaire ;

-

la politique belliqueuse et les destructions, accompagnées de graves violations du droit international humanitaire.

Nous demandons au gouvernement de Bâle, au Grand Conseil et au gouvernement suisse de commencer enfin à dresser un bilan critique du sionisme, de son véritable impact sur le droit international et les droits humains du peuple palestinien. Bâle et la Suisse doivent cesser de se référer positivement aux premiers Congrès sionistes qui se sont déroulés il y a plus de 100 ans en Suisse et de vanter des relations d'amitié avec Israël fondées sur ces événements.

¹ Voir p.ex. bit.ly/2rrqeC2 ou bit.ly/2sXxUrZ

² Voir p.ex. bit.ly/2slfXDv ou bit.ly/2rTwbqP

³ Voir p.ex. bit.ly/2sa3Mdu

⁴ Voir p.ex. bit.ly/2r135cY et bit.ly/2rj5BER

Organisations soussignées :

BDS Suisse

Association Suisse-Palestine

Parti suisse du Travail - Parti Ouvrier Populaire (PST - POP)

Alternative Linke Bern

Kommunistische Jugend Schweiz

Bewegung für Sozialismus Basel (BFS)

Palästina-Solidarität Region Basel

OPSEF

Basler Frauenvereinigung für Frieden und Fortschritt (BFFF)

Gerechtigkeit und Frieden in Palästina Bern (GFP)

BDS Zürich

Collectif Urgence Palestine Vaud

Coordination Européenne des Comités et Associations pour la Palestine (ECCP)

Association France Palestine Solidarité (AFPS)

Union Juive Française pour la Paix (UJFP)

Collectif Judéo Arabe et Citoyen pour la Palestine (France)

Jüdische Stimme für gerechten Frieden in Nahost (Allemagne)

Palästinakomitee Stuttgart e.V. (Allemagne)

BDS Berlin (Allemagne)

Deutsch-palästinensische Gesellschaft e.V. (Allemagne)

Frauen in Schwarz (Wien, Autriche)

Association Belgo-Palestinienne

Stichting Diensten en Onderzoek Centrum Palestina (DocP, Pays-Bas)

Comité pour une Paix Juste au Proche-Orient Luxembourg

British Committee for the Universities of Palestine (BRICUP)

Jews for Boycotting Israeli Goods (J-BIG)

Ireland-Palestine Solidarity Campaign (IPSC)

Gibanje za pravice Palestincev, BDS Slovenija

Izquierda Unida (Espagne)

Paz Ahora/Peace Now (Espagne)